

Les crédits

Je pense qu'il faut profiter de la circonstance pour dire aux députés de cette Chambre—même si leur fortune antérieure n'a pas toujours été la même—que rares sont les Canadiens et les Québécois qui ont la petite tranquillité que les députés peuvent avoir ici. Combien nombreux et nombreuses sont-ils à être dans une très grande insécurité qui fait que tout le reste de la vie en est profondément marquée?

• (1015)

Bien sûr, quand on est au pouvoir, on est entouré de conseillers qui nous disent de ne pas s'en faire, que c'est une reprise sans emplois, que c'est ainsi partout, et qu'il faut nous habituer à la colère des gens. Donc, ils nous suggèrent de nous faire une carapace et de ne pas nous laisser impressionner si on voit des gens qui ont de la misère.

Je voudrais donc rappeler et profiter des minutes qui me sont allouées pour rappeler qu'en fait, il y a deux grands types de politiques économiques. Il y a le premier, le plus commun, qui consiste, comme je le disais, un peu à laisser faire, à s'occuper des paramètres à la mode, de faire en sorte que ce qui restera, le solde, on vivra avec et ce seront les chômeurs de plus ou moins longue durée.

On sait que depuis les années 1980, des idées sont revenues à la mode, qui avaient déjà eu cours dans les années 1930, et qui disent dans le fond que seuls les forts peuvent s'en sortir. Aidons les forts et, pour ce qui est des faibles, eh bien, tant pis, la vie les a défavorisés, alors qu'ils en pâtissent.

Mais il y a d'autres pays qui ont développé, au fil des années, d'autres types de politiques où l'emploi n'est pas le résidu, ce qui reste, ce sur quoi on ne peut rien faire, mais qui se disent: En fait, l'économie doit avoir pour objet que le monde ordinaire, les gens puissent avoir un minimum, non seulement un minimum qui empêche de mourir, mais un minimum qui permette d'avoir une vie de dignité, qui permette la recherche d'un certain espoir et de l'épanouissement, et dans nos sociétés, et pour longtemps encore, ça va passer par l'emploi.

Il y a des sociétés qui se sont préoccupées de se donner des instruments, pas juste des instruments macro-économiques, pas juste une politique monétaire, pas juste une politique relativement au déficit, pas seulement une politique d'échanges, mais une politique qui se préoccupe comment, au ras des pâquerettes, les emplois se créent et se perdent. Il y a aussi la préoccupation de savoir comment on peut, avec des efforts patients, avec une influence sur les politiques macro-économiques, avec la mise en commun des efforts et des énergies, avec des questions—et oui, parfois certaines questions font mal—comment, donc, on peut se préoccuper de l'avenir des personnes.

Malheureusement peut-on dire, peut-on confesser, quand on fait de la politique, que souvent ces moyens prennent du temps et que les politiciens ou que les hommes et les femmes politiques, je fais une différence entre les deux, peuvent être plus pressés, leur temps est limité. Cependant, il ne peut, en la matière, y avoir de recettes faciles, il n'y en a pas. Il n'y a que la capacité de regarder une situation et de développer des moyens avec les gens, au ras des pâquerettes.

Alors vous comprendrez, monsieur le Président, que je vais parler à un moment donné de décentralisation et que je parlerai du Québec. Mais avant, je veux rappeler la situation, non pas

pour le plaisir de la chose, parce que ce serait plutôt le contraire. Les derniers chiffres en matière de chômage: 1 559 000 chômeurs. Je rappelle que les chômeurs sont ceux qui se cherchent activement de l'emploi. Vous pouvez être chômeur et ne pas être comptabilisé dans la catégorie chômeurs si vous êtes un «découragé». C'est plus pratique ainsi, on vous oublie.

Au Québec, combien y a-t-il de ces chômeurs comptabilisés? Il y en a 428 000. Ce chiffre ne tient pas compte, dans une large part, de toutes les personnes qui sont des chômeurs, des chômeuses de longue durée, et qui sont des assistés sociaux. Au Québec, on peut dire sans exagérer que les personnes en chômage, à la recherche d'un emploi, pas uniquement selon les caractéristiques de Statistique Canada, sont aux environs de 800 000. Huit cent mille personnes dont la vie personnelle—et c'est seulement au Québec—dont l'estime de soi, dont la capacité de se tenir debout face à leurs enfants ou de les aider, de la capacité de bâtir un ménage, d'avoir des enfants, sont liées au fait de trouver ou non un emploi. Au Canada, il y a 1,5 million de chômeurs, selon l'enquête de Statistique Canada.

• (1020)

Le gouvernement libéral a été élu avec un slogan admirable. Je peux le dire en français et en anglais, attendu les libertés que la langue française prend avec l'autre, du moment qu'on dit l'un on dit l'autre: jobs, jobs, jobs, en français et en anglais. C'est merveilleux!

Le gouvernement s'est fait élire avec un slogan remarquable: jobs, jobs, jobs. Une campagne de publicité bien menée, admirable, des personnes, le slogan était quelque chose comme «Votez pour vous, votez libéral.»

Or, quelle a été l'action de ce gouvernement sur les jobs, jobs, jobs?

Une voix: Il les a créés.

Mme Lalonde: Depuis qu'il a été élu, oh, la, la! Regardez le score!

Monsieur le Président, voudriez-vous rappeler aux députés d'être galants et de regarder les dernières statistiques de Statistique Canada?

Une voix: Comme vous, madame.

Mme Lalonde: Oui, j'en ai vu d'autres, monsieur.

Alors, qu'a fait le gouvernement? Ils n'aiment pas ça se le faire rappeler, mais c'est notre job de le faire. Qu'a-t-il fait? Première décision, les hélicoptères, sans veiller à ce que les emplois à haut contenu scientifique et technologique soient conservés, comme le Bloc l'avait proposé.

Qu'est-ce qu'il a fait immédiatement après? Hausse des cotisations à l'assurance-chômage, qu'il essaie de faire oublier de toutes les manières maintenant en disant qu'il va les baisser l'année prochaine, et nous y reviendrons.

Le programme d'infrastructure, le gros morceau, qui en injectant un milliard par année, en espérant que les provinces et les municipalités injectent à leur tour la même somme, va au bout de deux ans avoir créé entre 45 000 et 65 000 emplois, disons, qui ne sont pas des emplois permanents. Alors, faites le compte de combien aura coûté chacun, mais regardons ce chiffre de 65 000 en face, à la lumière des problèmes.